



LES PORTE-PAROLE FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL ET BIOGRAPHIES

- [BIOGRAPHIES PORTE-PAROLE D'AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE](#) - p1-3
- [EQUIPE DE RECHERCHE FRANCOPHONE DU SIEGE ET A PARIS](#) – p 3-5
- [BIOGRAPHIES SALIL SHETTY ET ANCIENS SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX](#) – p 5-9

BIOGRAPHIE PORTE-PAROLE D'AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE



Geneviève GARRIGOS

Geneviève Garrigos est présidente d'Amnesty International France (AIF) depuis mars 2008.

Geneviève Garrigos est née en Algérie et a grandi en Argentine où elle a été sensibilisée aux droits humains dès son plus jeune âge, en particulier, aux questions de disparitions forcées et de justice internationale.

Elle a dans un premier temps participé aux actions de la section française d'Amnesty International, à travers l'envoi de cartes aux prisonniers d'opinion et la signature de pétitions. En 2002, elle rejoint le siège à Paris en tant que bénévole au sein de l'équipe travaillant pour la protection des défenseurs des droits humains du continent américain.

Elue en 2005 membre du Bureau exécutif d'AIF, elle devient en 2006 responsable de la région Amériques et membre du Comité international. Elle suit plus particulièrement les dossiers concernant la « guerre contre le terrorisme » et « Guantanamo », les droits des peuples autochtones, ainsi que la situation des droits humains en Colombie, au Brésil, au Mexique et Haïti. En 2007, elle est élue membre de la délégation d'AIF au Conseil international du mouvement (Morelos, Mexique), ainsi qu'en 2009 (Antalya, Turquie).

Elle participe à de nombreuses assemblées générales de sections d'Amnesty International notamment Mali, Irlande, Canada, Allemagne, Espagne et dernièrement Tunisie qu'elle suit plus particulièrement. Elle est élue au Comité directeur qui réunit les présidents du mouvement.

Dans le cadre de son travail pour l'organisation, elle a défilé en 2010 avec le cortège d'Amnesty International à la Marche des fiertés à Paris et à la Baltic Pride à Vilnius.

Elle a participé, à plusieurs reprises, en qualité de membre du Jury, au concours de plaidoiries des lycéens pour les droits de l'homme du Mémorial de Caen.

Représentante titulaire d'AIF au sein de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, elle est également Vice-présidente de la sous commission « C » (Questions nationales) où elle a plus particulièrement suivi les dossiers relatifs à la traite des êtres humains, l'immigration ou le défenseur des droits.

Diplômée d'HEC (Executive MBA), elle détient un doctorat en Pharmacie.

Professionnellement, elle occupe le poste de Directrice des ressources humaines et de la communication au sein de Novagali Pharma, société biopharmaceutique spécialisée en ophtalmologie.

Née en 1955

Langues parlées : Français / Espagnol / Anglais



Francis PERRIN

Francis Perrin est vice-président d'Amnesty International France (AIF) depuis mars 2008.

Militant particulièrement intéressé par les relations entre économie et droits humains, par les transferts militaires, de sécurité et de police et par la question des réfugiés et du droit d'asile, il débute son parcours à AIF en 1976.

Il rejoint alors un des groupes de Grenoble puis le groupe de Versailles en 2000. Il est Conseiller national suppléant du secteur Alpes de 1986 à 1987, puis Conseiller national de ce même secteur de 1987 à 1989.

Elu membre du Bureau exécutif de 1989 à 1995, de 1998 à 2002 et de 2006 à aujourd'hui, il s'est vu confier les fonctions de vice-président d'AIF et de président.

Il participe aux travaux du Comité international d'AIF.

Il a représenté AIF lors des Assemblées générales des sections américaine, néerlandaise et anglaise d'Amnesty International, notamment, et fut à plusieurs reprises membre de la délégation d'AIF au Conseil international du mouvement.

Diplômé en sciences politiques à l'Université des sciences sociales de Grenoble, Francis Perrin est titulaire d'un doctorat d'économie.

Journaliste et consultant sur les questions énergétiques et minières, il est directeur de la rédaction d'un bimensuel pétrolier publié à Paris et couvrant le Moyen-Orient et l'Afrique. Il est par ailleurs professeur associé en économie à l'université Pierre Mendès France de Grenoble et à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) à Paris.

Né en 1957

Langues parlées : Français / Anglais



Stephan Oberreit, directeur d'Amnesty International France (AIF)

Stephan Oberreit occupe la fonction de Directeur général d'Amnesty International France (AIF) depuis le mois de mai 2007.

Il a fait partie en avril 2011 à une mission d'enquête en Côte d'Ivoire sur les exactions commises envers les populations civiles.

Dans le cadre de ses fonctions, il se déplace régulièrement en région à la rencontre des militants, assiste et participe aux rencontres nationales et internationales du mouvement.

Il a fait parti de la délégation de la section française aux Conseils internationaux d'AI de 2007 au Mexique et 2009 en Turquie.

Stephan Oberreit a débuté son parcours professionnel en 1988, en qualité de consultant en organisation avant de rejoindre Médecins Sans Frontières (MSF) en 1993 en tant que chargé de missions au département Finances. Il a passé 13 ans en alternance sur le terrain et au siège de MSF. Il a notamment effectué des missions au Soudan (94/95), en Ex-Yougoslavie (95), Iran (96), en République démocratique du Congo (97), au Burundi (98), au Kosovo (99). Il fut administrateur de la Fondation MSF de 1995 à 1997, chargé de missions auprès du Directeur général en 1998/9, et Directeur de la communication et de la collecte de fonds de 2000 à 2007.

Diplômé en sciences économiques et politiques de l'université de Southampton (Royaume-Uni), de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Université Paris-Dauphine (DEA en sciences économiques).

Né en 1960 aux Etats-Unis, il est de nationalités française et américaine (EUA).

Langues parlées : Français / Anglais

Des militants d'Amnesty International en France et à l'étranger (femmes, hommes, étudiants, retraités, actifs engagés, anciens prisonniers d'opinion...) sont également disponibles pour des interviews et témoigner de leur engagement.

EQUIPE DE RECHERCHE FRANCOPHONE DU SIEGE A LONDRES ET A PARIS



Claudio Cordone
Directeur général, programmes de recherche et programmes régionaux

Claudio est responsable des normes en matière de recherche et du travail sur les pays dans les cinq départements régionaux.

Il a acquis une très grande expérience des affaires internationales grâce à ses précédentes activités au sein du programme Droit international et Organisations internationales (chargé de la stratégie politique du mouvement) et de l'équipe de recherche Moyen-Orient et Afrique du Nord. Il a aussi passé une année avec la mission de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, où il était chargé des investigations sur les droits humains dans le cadre du programme onusien portant sur la réforme de la police dans ce pays.

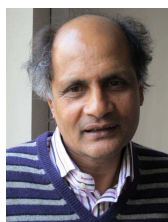
Afrique



Véronique Aubert
Directrice adjointe Afrique



Erwin van der Borcht
Directeur Afrique



Gaëtan Mootoo – Chercheur Afrique de l'Ouest
(Basé dans les bureaux d'Amnesty International France)



Salvatore Saguès – Chercheur Afrique de l'Ouest
(Basé dans les bureaux d'Amnesty International France)

Amérique

Gerardo Ducos – Chercheur sur Haïti et Cuba (Photo non disponible)



Javier Zuñiga – Conseiller spécial région Caraïbes / Amérique du Sud

Asie



Corinna Barbara Francis – Chercheuse sur la Chine

Europe



John Dalhuisen
Directeur sur l'Europe et l'Asie Centrale

Moyen-Orient / Afrique du Nord



Hassiba Hadj Sahraoui
Directrice Adjointe sur l'Afrique du nord et le Moyen-Orient



Drewery Dyke
Chercheur sur l'Iran



Philip Luther
Chercheur sur la Syrie / Israël TPO

Saïd Haddadi – Chercheur Tunisie /Egypte (Photo non disponible)

Diana El Tahaoui – Chercheuse Tunisie /Egypte (Photo non disponible)

Donatella Rovera –conseillère spéciale d'Amnesty International en mission récente en Libye (Photo non disponible)

BIOGRAPHIE DE SALIL SHETTY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



Salil Shetty est devenu le huitième secrétaire général d'Amnesty International en juillet 2010.

Spécialiste renommé des droits humains et de la pauvreté, Salil Shetty dirige l'action que mène le mouvement dans le monde entier pour faire cesser les violations des droits humains. Il est le principal conseiller politique de l'organisation, son stratège et son porte-parole.

Salil Shetty a grandi à Bangalore, en Inde, et a très tôt commencé à prendre part à des actions de défense des droits humains. Sa mère était active au sein de groupes de défense des femmes et son père impliqué dans le mouvement en faveur des Dalits, et leur foyer est devenu un lieu de convergence pour les militants locaux et nationaux. Salil Shetty milite activement contre les restrictions des droits humains depuis la proclamation de l'état d'urgence en 1976, alors qu'il était étudiant.

Avant de rejoindre Amnesty International, il a été, de 2003 à 2010, le directeur de la Campagne du millénaire des Nations unies. Pendant cette période, il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la campagne mondiale d'action pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement – huit objectifs de lutte contre la pauvreté, l'illettrisme et les maladies fixés par les Nations unies en septembre 2000 avec des résultats spécifiques à atteindre d'ici 2015.

Sous sa direction, la Campagne du millénaire a réussi à obtenir que les gouvernements des pays donateurs et de pays en développement s'engagent davantage à respecter leurs promesses à l'égard des Objectifs du millénaire.

Salil Shetty a participé à l'élaboration de l'Action mondiale contre la pauvreté et à la direction de l'initiative *Debout et manifestez contre la pauvreté et les inégalités*, qui a mobilisé plus de 173 millions de personnes à travers le monde le 17 octobre 2009.

Avant son passage aux Nations unies, Salil Shetty occupait les fonctions de directeur général d'ActionAid, une ONG internationale de développement. À ce titre, de 1998 à 2003 il a supervisé la transformation d'ActionAid en ONG mondiale d'action et de sensibilisation. Il en est devenu le directeur général après avoir occupé pendant 10 années le poste de directeur d'ActionAid Inde, à Bangalore, et pendant trois ans celui de directeur d'ActionAid Kenya, à Nairobi.

À son départ, ActionAid était devenue la troisième ONG internationale de développement au Royaume-Uni, et au niveau mondial l'une des principales ONG de lutte contre la pauvreté.

De nationalité indienne, Salil Shetty est titulaire d'un master en politique et planification sociales de la London School of Economics et d'un master en administration des entreprises de l'Indian Institute of Management d'Ahmedabad.

Langues parlées : Anglais, hindi, kannada et toulou.

BIOGRAPHIES DES ANCIENS SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

Depuis la création d'Amnesty International par Peter Benenson en 1961, le mouvement a eu à sa tête huit secrétaires généraux ayant chacun contribué à la croissance, au développement et au façonnage d'Amnesty International, et à en faire l'organisation de défense des droits humains la plus influente du monde.

Eric Baker, 1967 - 1968



Pacifiste depuis toujours, Eric Baker fut le premier directeur d'Amnesty International et directeur général par intérim de 1967 à 1968.

Sous son égide, Amnesty International a décidé d'octroyer le statut de « prisonnier d'opinion » à ceux qui refusent de participer à la guerre, qu'ils s'opposent à un conflit spécifique ou à toutes les guerres. C'est également lui qui a orienté le travail d'Amnesty International visant à inciter les États membres des Nations unies à adopter quatre conventions et protocoles internationaux, à savoir : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole se rapportant à la Convention relative au statut des réfugiés.

Eric Baker est mort en juillet 1976, à l'âge de 55 ans.

Martin Ennals, 1968 - 1980



Martin Ennals fut le premier secrétaire général du mouvement, et a occupé cette fonction pendant 12 ans, de 1968 à 1980. Au cours de cette période, son apport a été l'un des plus marquants de l'histoire du mouvement.

Il a été nommé secrétaire général à une époque où l'organisation sortait à peine de sa première grande polémique publique au sujet d'actes de torture attribués aux forces britanniques à Aden, au Yémen.

Sous sa direction, Amnesty International a adopté un premier statut international pour la régulation démocratique de sa gouvernance, a enregistré de grandes avancées en termes d'impact auprès du public et s'est rapidement développée en tant qu'organisation.

Lorsque Martin Ennals a rejoint l'organisation, le budget national de celle-ci était inférieur à 20 000 livres britanniques, le Secrétariat international employait 19 personnes, et on dénombrait 27 sections nationales et 850 groupes. Quand Thomas Hammarberg a pris sa succession au poste de secrétaire général en 1980, le budget international était de 1 666 280 livres britanniques, 150 personnes travaillaient au Secrétariat international, et le mouvement comptait 39 sections nationales et 2 200 groupes.

Martin Ennals enchaînait sans relâche travail, voyages professionnels et engagements publics, ce qui lui permit de rencontrer des chefs de gouvernement et des chefs d'État, notamment le chah d'Iran, le Premier ministre pakistanais, Zulfikar Ali Bhutto, et de nombreux autres responsables auxquels il a demandé de libérer les prisonniers d'opinion et de faire en sorte ce que les prisonniers politiques reçoivent un traitement équitable.

Au cours de son mandat, Amnesty International s'est vu décerner le prix Nobel de la paix (1977). Martin Ennals a alors veillé, comme on pouvait s'y attendre, à ce qu'un prisonnier politique reçoive le prix au nom d'Amnesty International, plutôt que lui-même en sa qualité de secrétaire général. En 1978, Amnesty International a également reçu le prix des droits de l'homme des Nations unies.

Deux campagnes lancées par Amnesty International à cette époque sont particulièrement représentatives de la capacité du mouvement à mobiliser des centaines de milliers de personnes dans le monde. Il s'agit de la campagne contre la torture et de la campagne pour l'abolition de la peine de mort ; elles sont encore synonymes à ce jour du travail et des aspirations du mouvement d'Amnesty International.

Martin Ennals a personnellement défendu la campagne pour l'abolition de la peine de mort, alors que des débats avaient lieu en interne afin de déterminer si Amnesty International devait devenir un mouvement abolitionniste.

« Lorsque Amnesty International atteindra les années 90 » a écrit Martin Ennals en 1980, « elle devra à la fois agir en faveur de prisonniers et s'attacher à identifier les autres détenus ayant besoin d'assistance, dans le monde entier. La complexité du principe d'impartialité doit être acceptée et comprise par les gouvernements et les mouvements d'opposition. Amnesty International n'est pas et ne doit pas être un mouvement de contestation ou d'opposition s'ingérant dans les affaires internes nationales. Elle doit plutôt travailler à obtenir qu'il soit reconnu que les dissidents ont des droits et que les gouvernements ont le devoir de protéger leur société contre les abus débouchant ou susceptibles de déboucher sur l'emprisonnement, la torture ou la mort. Convaincre les gouvernements de ces principes, qu'en théorie ils

acceptent et en faveur desquels ils se sont eux-mêmes publiquement engagés, est une ambition extraordinaire. »

Le fait que cette ambition semble aujourd'hui non seulement réalisable, mais également de plus en plus à notre portée, est à attribuer au rôle joué par Martin Ennals dans le cadre des initiatives visant à inscrire de manière durable les droits humains à l'ordre du jour à l'échelon international.

La contribution de Martin Ennals a été essentielle à la naissance du mouvement moderne de défense des droits humains, et c'est en hommage à cet apport que le prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'Homme a été créé en 1993. Chaque année, il récompense une personne qui s'est distinguée par son combat contre les violations des droits humains par des moyens courageux et innovateurs. La Fondation Martin Ennals est une coalition de 10 des principales ONG de défense des droits humains, parmi lesquelles : Amnesty International, Human Rights Watch, Human Rights First, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme, l'Organisation mondiale contre la torture, Front Line, la Commission internationale de juristes, le Service international pour les droits de l'homme, Diakonie Allemagne et le Système d'information et de documentation sur les droits humains.

Martin Ennals est mort en octobre 1991 au Canada.

Thomas Hammarberg, 1980 - 1986



Thomas Hammarberg a pris ses fonctions de secrétaire général d'Amnesty International en 1980 et est resté à ce poste jusqu'en 1986, après une carrière dans le journalisme international.

Dans le cadre de son travail pour l'organisation, il s'est rendu : en Irlande du Nord pour diriger une enquête sur des allégations de torture (1971), en Union soviétique à la rencontre de membres d'Amnesty International (1974), en Turquie pour y évoquer les droits humains avec le gouvernement (1974 et 1978), à Cuba pour y observer le système carcéral et rencontrer des responsables gouvernementaux (1977) et au Viêt-Nam pour une mission similaire (1979).

Sous la direction de Thomas Hammarberg, Amnesty International a donné le coup d'envoi de la première campagne contre la peine de mort, lancé un appel en faveur d'une grâce universelle pour l'ensemble des prisonniers d'opinion (plus d'un million de personnes ont signé des pétitions, qui ont ensuite été présentées aux Nations unies un an plus tard), publié un rapport spécial sur les assassinats politiques commandités par des gouvernements, condamné les lois et les pratiques relevant de l'apartheid, et réaffirmé son opposition aux traitements inhumains infligés à ceux qui ne cachent pas leur orientation sexuelle.

Thomas Hammarberg était par ailleurs à la tête de l'organisation lors du lancement de la deuxième campagne contre la torture et, notamment, d'un programme en 12 points pour l'abolition de la torture qui a fini par peser sur la décision de l'Assemblée générale des Nations unies d'adopter la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984). Au cours de cette période, Amnesty International a publié son premier kit éducatif, Teaching and Learning about Human Rights, et pris la décision d'élargir le mandat d'Amnesty International afin qu'il inclue un travail en faveur des réfugiés.

Ian Martin, 1986 - 1992



Ian Martin est devenu secrétaire général d'Amnesty International le 1^{er} octobre 1986, et a occupé cette fonction pendant six ans.

Pendant son mandat, Amnesty International a connu une période de croissance sans précédent, passant d'un peu plus d'un demi-million de membres et sympathisants en 1986 à plus d'un million en 1992. Dans le même temps, le nombre de groupes locaux est passé de 3 433 dans 50 pays à plus de 6 000 dans plus de 70 pays.

Ian Martin était à la tête de l'organisation pendant ce qui fut une période de mutations, avec la fin de la Guerre froide, des bouleversements au sein de l'ancienne Union soviétique et en Europe centrale et de

l'Est, l'émergence de conflits en ex-Yougoslavie ayant mené à l'explosion de ce pays en États distincts, et la guerre du Golfe (1990-1991).

C'est sous l'autorité d'Ian Martin qu'Amnesty International a pris le parti d'adopter un certain nombre de stratégies innovantes afin d'atteindre ses objectifs en termes de droits humains ; on peut notamment citer : la tournée de concerts *Human Rights Now!* (Sting et Bruce Springsteen y ont participé, et la tournée est passée par 19 villes dans 15 pays, et a été vue par des millions de téléspectateurs lors d'une diffusion à l'occasion de la Journée des droits de l'homme), le lancement de la tournée de concerts de rock *Conspiracy of Hope* (à laquelle ont pris part U2, Sting, Peter Gabriel, Bryan Adams, Lou Reed, the Neville Brothers et d'autres), et la parution d'une nouvelle étude de grande envergure sur la peine de mort : *When the State Kills* [quand l'État tue].

Pour les 30 ans d'Amnesty International, Ian Martin était à la tête de l'organisation alors que celle-ci élargissait son domaine d'action - adoptant un nouveau mandat et s'engageant à promouvoir l'ensemble des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits humains - afin d'y inclure un travail sur les violations commises par les groupes d'opposition armés, sur la prise d'otages et sur l'incarcération de personnes au motif de leur orientation sexuelle.

Pierre Sané, 1992 - 2001



Pierre Sané a été nommé secrétaire général d'Amnesty International en octobre 1992, et a occupé cette fonction jusqu'en avril 2001.

Il a dit avoir accepté le poste de secrétaire général parce que « travailler dans l'optique d'une véritable universalisation de l'exercice des droits humains est le plus grand service que quiconque puisse rendre aux personnes les plus faibles ou défavorisées dans nos sociétés. »

Il a beaucoup voyagé pour le compte d'Amnesty International afin d'aborder des questions en rapport avec les droits humains avec des chefs de gouvernement et d'autres hauts responsables dans le monde entier, et dans le but de participer à d'autres activités dans le cadre des campagnes de l'organisation.

En tant que secrétaire général, Pierre Sané s'est rendu dans de nombreux pays pour discuter des motifs de préoccupation d'Amnesty International directement avec les autorités. Des missions de haut niveau l'ont mené dans des dizaines de pays, notamment : en Israël et dans territoires palestiniens occupés (1996) ; en Afrique du Sud (1995, 1996, 1997) ; au Pérou et en Colombie (1996) ; aux États-Unis (1997) ; au Mexique (1997) ; au Kenya (1997) ; au Maroc (1998) ; en Corée du Sud (1998) ; en Espagne (1998) ; en Côte d'Ivoire (1999) ; et au Mali (1999).

En 1998, Pierre Sané a été à la tête d'une campagne mondiale pour la commémoration du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, attirant l'attention du monde entier sur les menaces pesant sur les défenseurs des droits humains dans de nombreux pays. Il a présidé les États généraux des Défenseurs des droits humains à Paris en décembre 1998 et a appelé la communauté internationale à s'engager de nouveau en faveur des valeurs et principes consacrés par la DUDH.

Irene Khan, 2001 - 2009



Irene Zubaida Khan a été la septième secrétaire générale d'Amnesty International, d'août 2001 à décembre 2009.

Elle a pris les rênes d'Amnesty International l'année du 40^e anniversaire de l'organisation, à une période où celle-ci cherchait les moyens qui lui permettraient d'évoluer et de faire face à la complexité des nouvelles formes de violations des droits humains dans le monde, et elle a été confrontée aux événements difficiles qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001.

Au cours de sa première année à ce poste, Irene Khan a opéré une refonte de la

manière dont Amnesty International réagit aux situations de crise, et a mené une mission de haut niveau au Pakistan lors du bombardement de l'Afghanistan. Elle a également dirigé des missions d'Amnesty International en Israël et dans les territoires palestiniens occupés juste après l'occupation israélienne de Jénine, et en Colombie avant l'élection présidentielle de mai 2003.

Au cours du mandat d'Irene Khan, Amnesty International a entamé un travail de lutte contre la torture dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme », lancé les campagnes *Contrôlez les armes* et *Halte à la violence contre les femmes*, ainsi qu'un appel mondial au respect des droits fondamentaux des personnes infectées par le VIH/sida, et attiré l'attention du monde sur le supplice des mères de jeunes femmes tuées au Mexique. Elle a par ailleurs préparé l'organisation au lancement de la campagne *Exigeons la dignité* ayant pour but de mettre fin aux violations des droits économiques, sociaux et culturels qui, associées aux atteintes aux droits civils et politiques, entraînent et aggravent la pauvreté.

Au cours de son mandat, les Nations unies ont adopté la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.